

aux activités du Parti communiste, celui-ci se réservait la fonction de recruter des volontaires pour l'Espagne<sup>10</sup>. Par exemple, la Ligue canadienne pour la paix et la démocratie semble s'être consacrée exclusivement au soutien des aspects non militaires de la cause de l'Espagne républicaine, en recueillant « plus de \$100,000 » pour des « secours en médicaments et en vivres<sup>11</sup> ». C'est ainsi qu'il n'y avait eu jusqu'alors que seul le Parti communiste contrevenait aux règlements de juillet 1937.

MacLeod, s'il n'était pas un agent « officiel » du parti communiste, n'était pas moins dans les années 1930 l'un des principaux défenseurs de l'idéologie du Parti au Canada, où il jouait pour celui-ci un rôle parallèle à celui de John Strachey en Grande-Bretagne. C'est lui qui a fondé la *Tribune du Canada* et il fut élu en 1943 à l'Assemblée législative de l'Ontario comme représentant du Parti travailliste progressiste<sup>12</sup>. La seule étude dont on dispose actuellement sur les volontaires canadiens en Espagne se trouve dans l'ouvrage de Victor Hoar, *The Mackenzie-Papineau Battalion*, publié en 1969. Hoar masque tout au long de cet ouvrage le rôle de MacLeod sous les dehors d'un certain Allan Dowd. Si MacLeod était en réalité la même personne que cet « Allan Dowd » auquel le livre de Hoar attribue par exemple le télégramme qui constitue le début de la présente étude, c'était un communiste avéré en 1936<sup>13</sup>.

Selon le récit du professeur Hoar, « Dowd » se trouvait en Espagne en janvier 1939 en vue de négocier « le rapatriement des volontaires canadiens de la Brigade internationale, ce qui constituait une mission « diplomatique » menée avec le plein consentement du Gouvernement canadien<sup>14</sup> ». MacLeod se trouvait en Espagne en janvier 1939, et sa « mission » semble correspondre exactement avec la description donnée ci-dessus, peut-être même encore mieux que le professeur Hoar ne s'en rend compte.

La période de crise dans le rapatriement d'Espagne des Canadiens a commencé le 8 décembre 1938. Ce jour-là, l'agent à Paris des « Amis du Bataillon Mackenzie-Papineau », Stephen Mandryk, a informé les agents de la compagnie de chemins de fer du Pacifique-Canadien que, contrairement aux assurances données antérieurement, il n'avait « pas de fonds pour payer les billets de passage au Canada d'un nombre important d'hommes<sup>15</sup> ». Les fonctions de Mandryk consistaient à retenir et à payer les billets de retour des volontaires canadiens. Selon J. Taylor, secrétaire administratif à Toronto de l'association « Les Amis du Bataillon Mackenzie-Papineau », son organisation « ne s'est rendu compte du changement intervenu (dans la politique du Gouvernement espagnol) qu'à peine

10 Voir *The Mackenzie-Papineau Battalion* de Victor Hoar (Toronto, 1969), aux pages 9 et 10. Il est discuté partiellement du Comité d'aide à l'Espagne. L'évaluation que donne Hoar du rôle du recrutement du Parti communiste canadien semble exacte dans l'ensemble. Un Décret du Conseil de guerre en 1942 (C.P. 8862) sous l'empire de la Loi sur les mesures de guerre a interdit la Ligue pour la paix et la démocratie. Tim Buck rend hommage à l'organisation de MacLeod aux pages 118 et 123 de son ouvrage *30 years, 1922-1952, The Story of the Communist Movement in Canada*.

11 A. A. MacLeod à O. D. Skelton, 24 décembre 1938.

12 Voir l'essai biographique sur MacLeod dans les *Guides parlementaires du Canada, 194-195*. Remarque aussi à la page 73 du *Rapport de la Commission royale sur l'espionnage* (Ottawa 1964) l'importance de la *Tribune du Canada* dans l'endoctrinement des sympathisants du Parti communiste.

13 Hoar, page 8.

14 *Ibid.*

15 Mémoire rédigé à Londres par le directeur pour l'Europe de la compagnie de chemins de fer du Pacifique-Canadien (CPR) en réponse à la demande formulée par le haut commissaire du Canada dans sa *Dépêche n° 120 du 10 février 1939*. Un mémorandum semblable du CPR, en date du 13 décembre 1938, indiquait : « Sommes d'accord avec la Conférence de l'Atlantique pour accorder une réduction de 25 pour cent aux Canadiens indigents revenant d'Espagne ».